



Comment accompagner les scientifiques de demain?

En France, le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur ne captait en 2017 qu'1 % du budget total du mécénat des entreprises. C'est le champ le moins investi en France par les mécènes. Comment le secteur s'organise pour malgré tout mener des politiques de développement ambitieuses ?

/ Texte Julie Déléant

Comme l'an dernier, seuls trois établissements français figurent cette année dans le top 100 du classement de Shanghai : Paris-Sud, Sorbonne université et l'École normale supérieure quand les universités américaines écrasent leurs rivaux en inscrivant 45 établissements. Des résultats qui s'expliquent en premier lieu par d'immenses disparités de ressources : de l'autre côté de l'Atlantique, plus de 7 milliards d'euros sont versés chaque année par les entreprises aux top 50 des universités pour les seules sciences fondamentales, couvrant 30 % de leurs dépenses annuelles. En France, selon le dernier Baromètre Admical, le financement de la recherche n'atteignait en 2017 que... 350 millions d'euros. « C'est d'abord culturel, justifie Léo Gaudin, spécialiste Recherches et Enseignement

supérieur à l'Admical. *On s'attend à ce que l'État finance le monde universitaire.* » Avis partagé par l'économiste Philippe Aghion, professeur au Collège de France et à la London School of Economics. « *En France, la vision friedmanienne conduit à penser que le développement du mécénat déresponsabilise l'État, témoignait-il lors du dernier Mécènes Forum. Or, l'État n'est pas parfait : les leaders politiques sont dans une logique court-termiste, de plus, ils passent très rarement par l'université, donc ils voient ça de loin...* » La baisse des subventions publiques, adossée aux fréquentes réformes fiscales, fragilise d'autant plus la santé des établissements, qui peinent à mener des politiques de développement sur le long terme. « *Les écoles se sont toutes engagées*



Safran soutient pour plusieurs écoles d'ingénieurs françaises six chaires de recherche, à hauteur d'un million d'euros par convention quinquennale de mécénat. « *Le soutien aux chaires favorise les échanges entre le monde académique et celui de l'industrie et nous permet de monter des partenariats innovants. C'est un investissement qui permet aussi d'ouvrir les portes de nos usines* », explique Sabrina Gottlieb, responsable Politique de recrutement et Attractivité du groupe Safran. Au sein des institutions comme l'école des Arts et Métiers ou Polytechnique, on se félicite aussi d'excellents rapports avec le monde de l'entreprise. Le premier établissement a créé sa fondation en 1977, le second, en 1987. « *Aujourd'hui, le mécénat d'entreprise correspond à environ un tiers de nos revenus* », explique Roger Stanchina, président de la Fondation Arts et Métiers. Avec ses 35 millions d'euros de dons récoltés entre 2008 et 2013, un montant qu'elle espère presque tripler avec sa nouvelle campagne, Polytechnique joue dans la cour des

grands. À l'X, les entreprises partenaires font partie de la famille : ce sont elles qui ont créé la fondation, il y a trente-deux ans. Aujourd'hui, les dons des entreprises représentent en moyenne 50 % du budget de la fondation. Pour une chaire, la convention de mécénat s'échelonne sur cinq ans, avec un ticket d'entrée à environ 400 000 euros par an. Pour l'entreprise qui a les moyens, le financement d'une chaire est une opération plutôt avantageuse, puisqu'elle lui permet d'attacher ses chercheurs à des projets d'excellence tout en s'offrant un ticket coupe-file sur les élites de demain. « *Nous sommes dans une logique de co-construction*, explique Thomas Mulhaupt, directeur de campagne de la Fondation de l'École polytechnique. *Les partenariats que nous développons entre nos chercheurs et ceux des entreprises mécènes permettent de véritables avancées scientifiques, même si nous conservons bien entendu la propriété*

Page de gauche

Paris-Saclay, école centrale, le nouveau pôle scientifique et technologique de France
©CARLOS AYESTA.

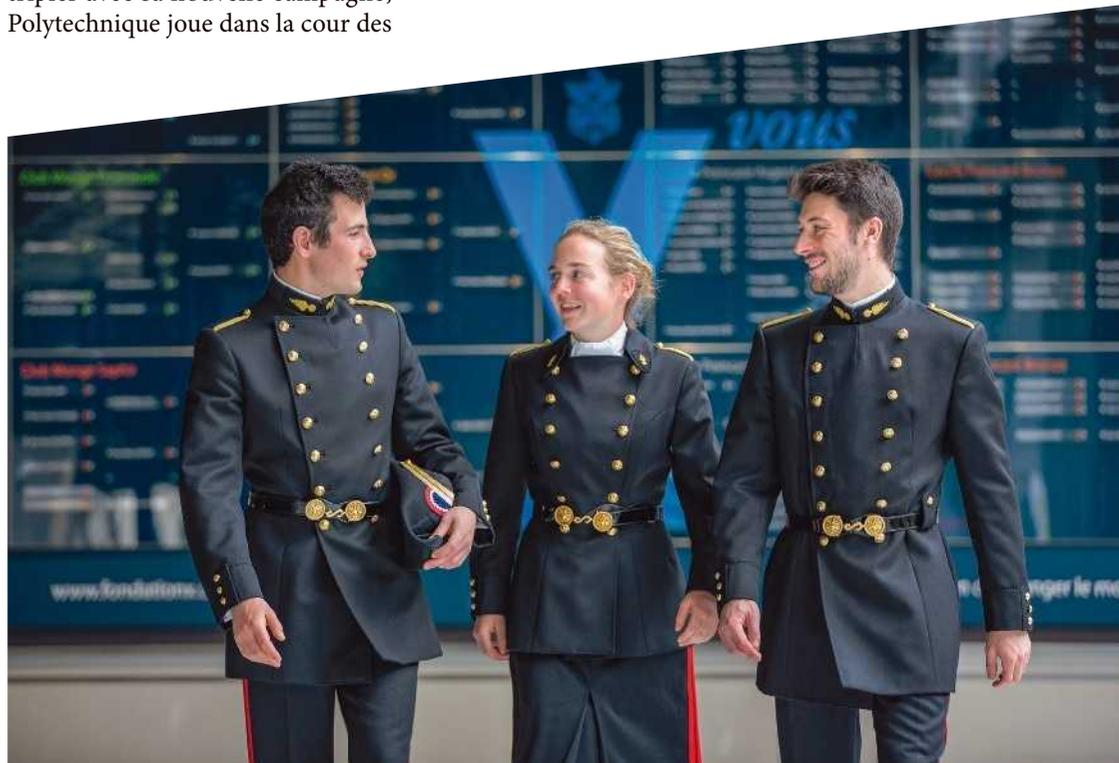
Ci-dessous

Des ambassadeurs de la Fondation de l'École polytechnique
©JÉRÉMY BARANDE.

pour l'ouverture sociale et à l'international, puis la réforme de la taxe d'apprentissage en 2015 est venue ralentir le mouvement, déplore Raphaëlle Gautier, directrice Carrière et Partenariat entreprises d'HEC, et membre de la délégation de la Conférence des grandes écoles. C'est un peu frustrant, car on n'a pas le temps de reprendre son souffle qu'il faut déjà récupérer son retard par rapport aux Européens. »

Entreprise et grandes écoles, un modèle gagnant-gagnant

Traditionnellement liées au monde de l'entreprise, les grandes écoles consolident des partenariats autour de la mutualisation des connaissances. Le géant de l'aéronautique





intellectuelle. Pour le mécène, c'est surtout l'opportunité de recruter des enseignants-chercheurs, des thésards ou des doctorants. » Dynamique malgré la menace de la réforme de la loi finance, qui prévoit de faire chuter le taux de défiscalisation pour les entreprises de 60 à 40 % à partir du seuil de 2 millions d'euros de dons (lire Enquête, p. 20), le secteur de la recherche veut rester optimisme. « Le premier objectif des entreprises, c'est le prestige, assure Thomas Mulhaupt. Sur les premières discussions que nous avons avec les mécènes, la fiscalité n'intervient jamais. »

En réalité, les partenariats avec les entreprises ne sont qu'une face de la médaille. Selon la Fondation de France, la part du mécénat d'entreprise dans le budget des fondations liées à la recherche et l'enseignement n'excéderait pas les 10 %. Le nerf de la guerre pour les fondations, ce sont leurs anciens élèves. Leur générosité pèse lourd dans le portefeuille des fondations : à HEC, 85 % des dons individuels versés à la fondation viennent des alumni. L'école espère

“ Le défi collectif, c'est aujourd'hui celui de la reconnaissance de la place des fondations dans l'université ”

récolter avec sa nouvelle campagne 200 millions d'euros à horizon 2024. C'est le double de la précédente, qui avait mobilisé 7520 donateurs, dont « une majorité d'alumni ». À l'X, les anciens aussi ont pris le relais : au sein de la fondation, les anciens élèves sont nombreux à avoir rejoint le board, et plus encore à financer les campagnes de collecte. « Ils sont naturellement attachés à leur école et ont la volonté de rendre ce qu'elle leur a donné, de la voir grandir », explique Thomas Mulhaupt, qui estime qu'environ 12 % des anciens élèves ont été donateurs lors de la dernière campagne. Le défi, aujourd'hui, est de continuer à les mobiliser. Sur le modèle anglo-saxon, les *class gift*, des collectes menées auprès des promotions sortantes afin de financer l'attri-

bution des bourses ou divers projets, permettent de rassembler la communauté et d'instaurer une culture du don dès la sortie de l'école. Afin de fédérer sa nouvelle génération de donateurs, Nathalie Bousseau, directrice de l'École centrale Paris, monte actuellement un projet innovant avec les anciens élèves de Centrale : bientôt, ils auront la possibilité d'investir dans des start-up sociales créées par des étudiants de l'école, puis de reverser à l'issue de la première levée de fonds une partie ou l'intégralité de leurs gains à la fondation. Entre les grandes écoles et les universités, la partie se joue aussi avec les mécènes. Et pour les secondes, tout, ou presque, reste à faire. « Les grandes écoles se sont lancées plus tôt et leur lien avec le monde de l'entreprise est plus

Ci-dessus
Cérémonie de remise des diplômes à CentraleSupélec
©CÉCILE ORIOT.

Page de droite, en haut
Pour le projet ODySéYeu, qui veut prévenir des risques d'érosion dunaire sur l'île d'Yeu, l'université de Nantes a mis en place un dispositif de financement participatif et de mécénat d'entreprises
©ODYSEYEU.

ancien, explique Léo Gaudin. Avec le monde de l'université, c'est moins immédiat. Pourtant, ce sont elles qui font le plus de recherche fondamentale. » Le (gros) mot est lâché. Contrairement aux États-Unis, la recherche fondamentale peine en France à attirer les mécènes. « Il faut investir sur du temps très long, sans garantie de résultat ni de retour immédiat. Les entreprises sont plus frileuses, ce qui explique une partie du retard des universités sur les grandes écoles », ajoute-t-il.

Le réveil des universités

Certains établissements, se calquant sur le modèle anglo-saxon, ont opté dans un premier temps pour le regroupement universitaire, espérant capter davantage de subventions publiques. Pari réussi pour le pôle d'excellence Paris-Saclay, qui intégrera le top 20 de Shanghai dès l'année prochaine et pour qui l'État a investi près d'un milliard d'euros. Mais c'est un cas isolé, l'université de Nantes se contentant par exemple de 250 millions d'euros de subventions publiques. Pas de quoi décourager Catherine de Charette, directrice de la fondation, déterminée à faire entrer l'université dans « une nouvelle ère ». Après avoir récolté 7 millions d'euros lors d'une première campagne, elle fédère aujourd'hui 200 mécènes, qui financent 40 projets de recherche (60 % de son budget) et l'enseignement. « Aujourd'hui, le cheval de bataille de l'uni-

versité, c'est de reprendre sa place sur l'échiquier. Pour compter, il faut remettre la philanthropie au cœur du sujet, donc nous ouvrons les portes », détaille Catherine de Charette, qui assure avoir « de nombreuses relations avec les entreprises ». Son argument principal face aux grandes écoles, c'est un enseignement de pointe, dispensé par des élites intellectuelles. Sur le plan national, le secteur s'organise. Un réseau des fondations d'universités a vu le jour fin 2018. S'appuyant sur l'expertise d'acteurs comme le Centre français des fondations ou l'Association française des fundraisers, il compte

déjà 42 membres. « Nous sommes en train de nous professionnaliser, de nous constituer en réseau pour échanger, partager nos expériences. Il se passe vraiment quelque chose depuis l'an dernier, ajoute-t-elle. Le défi collectif, c'est aujourd'hui celui de la reconnaissance de la place des fondations dans l'université. Le second, c'est notre professionnalisation. Ensuite, fédérer une communauté. Je mesure le chemin pour redorer le blason de l'université à l'extérieur. Il faut simplement que l'on nous aide. Notre seule faiblesse, c'est de ne pas avoir les mêmes moyens que les écoles, alors que l'on fait la même chose. »

En bas, de gauche à droite
Vue aérienne du Campus urbain, Cluster Paris-Saclay
© ALTICLIC.

Remise de la bourse start-up Fondation Caisse d'Épargne par la Fondation des Arts et Métiers, à Anton Fert, fondateur et dirigeant de la Société Tchek
© DR

